

Document

Crise et chuchotements

€uro : l'hypothèse du pire

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Jean-Michel Vernochet)

18 MAI 2010

La crise budgétaire grecque, devenue crise de l'euro, n'est pas la conséquence fatale d'une autorégulation des marchés, mais d'une attaque délibérée. Pour Jean-Michel Vernochet, elle participe d'une guerre économique conduite, depuis Washington et Londres, selon les mêmes principes que les guerres militaires actuelles : recours à la théorie des jeux et stratégie du chaos constructeur. L'enjeu final est de contraindre les Européens à s'intégrer dans un Bloc atlantique, c'est-à-dire dans un Empire où ils payeront automatiquement le déficit budgétaire anglo-saxon par le biais d'un euro dollarisé. Un premier pas a déjà été franchi avec l'accord conclu entre l'Union européenne et le FMI, accordant au Fonds une tutelle partielle sur la politique économique de l'Union.

L'attaque financière lancée contre la Grèce en raison de sa dette souveraine et de son insolvabilité potentielle, s'est vite révélée être en fait une offensive contre l'Euro et n'avoir qu'un rapport lointain avec les tares et déficits structurels de l'économie hellénique elle-même. Des « vices » au demeurant largement partagés par la plupart des pays post industriels qui ont pris la très mauvaise habitude de vivre au-dessus de leurs moyens et à crédit ; d'où une inflation galopante de la dette, une « bulle » comme une autre vouée *in fine* à l'éclatement.

Or tout semble indiquer que derrière la brutalité de l'attaque et qu'au-delà d'une simple ruée au pillage des économies européennes, se profilent d'autres objectifs, d'ordre géopolitique notamment, et ceux-là mûrement réfléchis. Car, en aucun cas, les appétits, aussi aiguisés soient-ils, de prédateurs financiers anonymes ne peuvent expliquer l'intensité dans la durée d'une offensive qui, à court terme, menace de faire voler en éclat la zone euro, l'Union des vingt-sept, voire bien au-delà...

La multiplication des crises ces deux dernières décennies aidant, une lecture rapide du déplacement des pions sur le *Grand échiquier* eurasiatique laisse à penser que l'Europe est actuellement le théâtre d'une bataille dans le cadre d'une guerre géoéconomique (*guerre* au sens propre et entier), une bataille qu'elle a d'ailleurs déjà potentiellement perdue.

En effet, l'adoption d'un plan européen — sur les instances pressantes de la Maison-Blanche — pour le renflouement de la dette publique des Etats membres de l'Union ne constitue non seulement pas une panacée, un remède durable à la crise budgétaire *structurelle* qui affecte désormais « tous » les États occidentaux, mais va dans le sens désiré par le mentor états-unien d'une intégration rapide de l'Union européenne, préalable obligé à la constitution d'un bloc occidental soudé.

Un plan européen qui répond à une crise de confiance, de *solvabilité* (largement artificielle au départ, mais devenue contagieuse et faisant boule de neige), par la *recapitalisation* des États comme s'il s'agissait d'une simple crise de liquidités. Un plan européen de 750 milliards d'euros supérieur au plan Paulson d'un montant de 700 milliards de dollars destiné, après la débâcle des établissements financiers américains de septembre 2008, à les renflouer sur fonds publics. Une solution dont on voit les effets à présent en ce que la recapitalisation du secteur privé financier a eu pour conséquence aberrante d'accroître lourdement la dette des États des deux côtés de l'Atlantique.

Ainsi, la crise financière née aux États-unis, après avoir déclenché la récession c'est-à-dire désamorcé la pompe économique, a depuis, par voie de conséquence, tari les ressources fiscales des États rendant plus difficile encore le service d'une dette de plus en plus considérable. Or l'Union européenne vient d'ajouter de la dette à la dette avec ces quelque 750 milliards d'euros qui vont grever plus encore ses budgets nationaux

(le taux moyen d'endettement de la zone euro étant actuellement de 78 %), ceci en vue d'hypothétiquement « rétablir la confiance des marchés »...

Pour ce faire l'UE vient — volontairement — de se placer sous la coupe du Fonds monétaire international qui va lui consentir des prêts à hauteur de 250 milliards d'euros. FMI qui avait jusqu'à présent plutôt vocation à soutenir les économies chancelantes du Tiers-Monde à grands coups de matraque assésés au moyen de ses plans dits d'*ajustement structurel*. C'est donc une *entité* supranationale à vocation « mondialiste » qui va en quelque sorte chapeauter, voire superviser plus ou moins directement les *structures de gouvernance économique* dont l'UE va assurément se doter si la zone euro ne se disloque pas spontanément entre temps.

Des structures intégratives réclamées à cor et à cri par Paul Volcker, directeur à la Maison-Blanche du Conseil pour la reprise économique (aux Etats-Unis), qui depuis Londres tance vertement les dirigeants européens exigeant la relance de l'euro dont Etats-Uniens et Britanniques ont un besoin essentiel pour maintenir leur économie à flot.

Notons au passage que c'est vraisemblablement la mort dans l'âme que la chancelière allemande s'est résignée à souscrire à ce plan pharamineux de soutien aux pays défaillants de la zone euro alors que son homologue français — d'après une rumeur persistante — la menaçait de revenir au Franc si elle n'obtempérait pas. Mais s'il est vrai que « la fourmi n'est pas prêteuse », le retour au Deutsch Mark équivaldrait à signer l'arrêt de mort de l'économie allemande dont la monnaie trop forte ne lui permettrait plus alors d'exporter sa production industrielle, fondement de son économie. Un levier de chantage suffisant pour obliger Berlin d'accepter *volens nolens*, contrainte et forcée, de passer sous les fourches caudines dressées par l'administration Obama.

Oukases états-uniennes qui conduisent à un piège grand ouvert : les capitaux empruntés sur le marché ou prêtés par le FMI pour le sauvetage des « PIIGS » [1] menacés de cessation de paiement, doivent s'appuyer sur des structures garantissant la solvabilité à terme de l'euro ! Monnaie dont la solidité ne pourra être assurée que par ces institutions fédérales dont Jacques Attali se fait l'inlassable promoteur dans nos médias en réclamant « la création d'une Agence européenne du Trésor, immédiatement autorisée à emprunter au nom de l'Union, et d'un Fond budgétaire européen, immédiatement mandaté pour contrôler les dépenses budgétaires des pays dont la dette dépasse les 80 % du PIB ».

Il s'agit en fin de compte, ni plus ni moins, d'imposer la mise sous tutelle économique des États sous couvert de sauver la zone euro condamnée — paraît-il — à une inéluctable faillite... puisque l'abandon de la monnaie unique est un tabou intransgressible auquel nul ne songe apparemment à toucher.

Certains projets vont plus loin qui prévoient déjà que les budgets des Etats de la zone euro soient entièrement contrôlés et décidés par un triumvirat composé de la Commission de Bruxelles, de la Banque Centrale Européenne et de l'Eurogroupe. À ce stade *quid* de la volonté populaire et du Parlement de Strasbourg ?

Or nul ne se soucie de dénoncer le sophisme ou le paralogisme que constitue cette mise en équation de l'intégration économique et du retour à la confiance des marchés. D'abord pourquoi les marchés imposeraient-ils leurs lois, eux et eux seuls ? En outre, ne serait-il pas temps de remettre en question le capitalisme actionnarial, anonyme et versatile, capable de ruiner les nations selon son bon plaisir ou ses calculs ?

La gouvernance économique européenne n'est à ce titre pas plus la panacée que l'inondation de liquidités n'est la solution à la crise actuelle. Le surendettement induit par le « plan » est à n'en pas douter une fausse solution imposée de l'extérieur avec pour finalité de nous enchaîner toujours davantage, nous autres Européens, aux marchés des capitaux et à leur dictature indicible.

L'idée de la gouvernance économique procède de la même démarche car elle est à proprement parler un *non-sens* en ce qu'elle ignore tous les différentiels sociétaux intervenant à tous les étages de la construction européenne : types ou modèles de croissance, régimes fiscaux et sociaux, et cætera. Une « idée » qui n'en est pas une, et parce qu'elle est de nature foncièrement idéologique... un projet derrière lequel se tiennent en embuscade nombre d'arrière-pensées tout à fait étrangères à la prospérité économique et au bien-être des peuples de l'Union.

D'aucuns ont bien vu que la crise n'était que le moyen et le prétexte de précipiter l'instauration d'un système fédéral dur pour les Vingt-sept en dépit et au mépris des volontés populaires auxquelles le Traité de Lisbonne a été imposé de la plus sournoise façon. Une crise qui est et demeure — gardons ce fait capital présent à l'esprit — artificielle, fabriquée, en un mot le contraire d'une « fatalité » inhérente à ce qui serait une vie autonome et désincarnée des marchés dirigés par une « main invisible ». Un processus réputé « machinal » mais qui pour être anonyme n'est pourtant pas moins constitué de la chair et des os de ces grands manieurs d'argent et autres donneurs d'ordre qui font la pluie et le beau temps sur les Bourses.

C'est pour cette raison que les Etats-Unis parlent un double langage par le truchement d'une double voix. Celle des « marchés » et celle de son président qui intervient pour tancer les Européens et les presser impérativement de stabiliser leur monnaie, autrement dit les politiques économiques européennes indissociables de la santé, bonne ou mauvaise, de leur monnaie. Cependant n'allez pas imaginer un seul instant que cela ressemble de près ou de loin à de l'ingérence dans les affaires de l'Europe continentale. Représentez-vous Mme Merkel et M. Sarkozy enjoignant la Maison-Blanche de faire le ménage à Manhattan ?

L'autre voix appartient à ceux qui font la pluie et le beau temps sur les marchés... bref, les donneurs d'ordre anonymes, inidentifiables pour les gouvernements eux-mêmes comme l'a piteusement avoué le ministre français des Finances, Mme Lagarde. Ceux qui jouent au yoyo avec les Bourses comme le chat joue avec la souris, anticipant les baisses et les hausses qu'ils suscitent de toutes pièces.

Ces oligarques se recrutent en premier lieu parmi les représentants de la haute finance, des complexes militaro-industriels, des méga groupes du pétrole et la chimie ou du génie génétique, mais également parmi les idéologues et théoriciens attachés à la légitimation du « système », les nouveaux clercs (prêtres) de la religion du profit comme nouveau monothéisme, celui du marché. Or ces gens-là ont un tout autre discours en acte.

Car comment expliquer l'évidente contradiction existant entre les inquiétudes exprimées par le président Obama — légitimes au demeurant, car les É-U ont besoin d'un euro fort pénalisant les exportations européennes, mais avantageant de cette manière les industries américaines ; un bonus utile au regard de déficits abyssaux (1400 milliards de dollars) et surtout nécessaire pour soutenir l'effort des guerres en cours, Irak, Afghanistan et Pakistan — et la poursuite de la déstabilisation en profondeur des économies occidentales par des attaques réitérées des marchés contre l'euro ?

Aussi voraces, inconséquents voire irrationnels soient-ils, les « opérateurs » sont conscients que la poursuite de l'offensive contre l'euro met en péril le système dans son ensemble et risque de précipiter l'économie mondiale dans une nouvelle phase de chaos. Alors pourquoi cette danse au bord de l'abîme ? Nul ne nous fera croire à cette billevesée selon laquelle les marchés vivent de leur vie propre, qu'ils sont incontrôlables et que tout cela ne serait dû qu'à un emballement de la machine économique... Bref, que tout cela serait « la faute à personne », mais la simple conséquence d'une impossibilité à gérer les acteurs et les dérapages irrationnels des marchés ?

Alors disons-le tout net, le risque d'effondrement systémique est au cœur même de la partie qui se joue actuellement. Les grands joueurs, froids calculateurs, sont des adeptes manifestes de la « théorie des jeux » (de Neumann et Morgenstern), construction probabiliste à la base de ce qui fut la doctrine de la dissuasion nucléaire... Celui qui gagne est celui qui va le plus loin dans la surenchère létale. Un cas de figure qui correspond trait pour trait à ce que nous vivons actuellement : une déstabilisation croissante des économies européennes, avec des incidences non négligeables outre-Atlantique.

Ajoutons que le chaos financier, monétaire et économique, des deux côtés de l'Atlantique est une indéniable aubaine, pour ceux, répétons-le, qui prospèrent dans le ressac des cours de Bourse, provoquant et anticipant les mouvements de panique et d'euphorie pour jouer indifféremment les courants ascendants et descendants sur des marchés rendus hystériquement erratiques.

Au début du XXe siècle, l'économiste Werner Zombart théorisait pour sa part la « destruction créatrice » (reprise ensuite par Joseph Schumpeter). Depuis cette idée a fait son chemin via, entre autres, la théorie mathématique du Français René Thom (théorie dite des « catastrophes »). Revue et corrigée par Benoît Mandelbrot, celle-ci s'appliquera via la géométrie des fractales à la vie des marchés dès lors perçus comme relevant d'une théorie du chaos, décidément très à la mode.

Entre-temps l'économiste Friedrich Von Hayek, l'un des théoriciens du néolibéralisme, prétendit hisser l'économie libérale au statut de science exacte. Ainsi, selon son hagiographe Guy Sorman « le libéralisme converge avec les théories physiques, chimiques et biologiques les plus récentes, en particulier la science du chaos formalisée par Ilya Prigogine. Dans l'économie de marché comme dans la Nature, l'ordre naît du chaos : l'agencement spontané de millions de décisions et d'informations conduit non au désordre, mais à un ordre supérieur »... On ne saurait mieux dire, car a priori nous détenons là la clef d'interprétation de la crise.

À la fin des années 90, les néoconservateurs adeptes de Léo Strauss vont porter à son paroxysme logique le nouveau dogme du désordre supérieur en se faisant les chantres du *chaos constructeur* comme légitimation *a priori* de toutes les guerres de conquête du XXI^e siècle. De ce point de vue, chacun peut voir le chaos à l'œuvre dans le *Greater Middle East* comme il peut le voir à l'œuvre aujourd'hui en Europe.

Gageons que le nouvel ordre régional que les grands agenceurs de chaos entendent faire sortir de la crise actuelle, sera une Europe unifiée, centralisée et fédérative, placée sous la coupe directe des États-unis par le truchement de la Réserve fédérale américaine dont la Banque centrale européenne ne sera plus qu'une succursale, et sous le regard vigilant du FMI, représentant ou émanation d'un pouvoir mondial émergent, aussi déterritorialisé que tentaculaire.

On comprend assez vite que la déification du marché associée à l'idée d'un « chaos constructeur » lui-même complétée par un usage intensif de la théorie des jeux maniée par des adeptes de la démolition, constitue un mélange assez détonnant en passe de nous sauter au visage. Un constat s'impose ici : à savoir que le « chaos » (intentionnel) est à ce jour un mode de gouvernement, de transformation sociétale et de conquête sans coup férir. Une version dure du *divide et impera* (diviser pour régner) dussent les Nations périr et les peuples avec.

Car le jeu en vaut la chandelle si à l'arrivée l'Europe se trouve mise à genoux. La Grèce — certes l'un des ventres mous de la zone euro mais pas tellement plus que l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal — a été jusqu'ici une sorte d'électron libre contrariant une pleine intégration des Balkans dans le maillage géostratégique états-unien.

En guise de conclusion provisoire, si l'Union européenne, à l'occasion de la crise, avance à marche forcée vers une gouvernance économique fédérative, une étape sera franchie conduisant vers l'attribution d'un pouvoir quasi discrétionnaire à la Commission européenne pour l'essentiel composée de technocrates non élus et recrutés pour une allégeance atlantiste inoxydable. En clair, cela signifiera l'effacement des États-nations européens.

De facto plus rien ne s'opposera plus à l'intégration de l'Europe au sein d'un Bloc transatlantique. À terme la fusion de l'euro et du dollar scellera la réunion de l'Ancien monde et Nouveau monde. Il ne s'agit évidemment pas de pures spéculations mais d'une simple projection des tendances architectoniques visiblement à l'œuvre dans le cadre d'un processus de redistribution ou de recomposition géopolitique, de la carte mondiale. Autant dire que si la zone euro n'éclate pas, le sort des peuples européens semble définitivement scellé, c'est-à-dire enchaîné pour le meilleur et pour le pire à la « Destinée manifeste » des États-Unis. Cela indépendamment d'une réforme du système économique mondial. Les financiers y laisseront peut-être également des plumes si la Communauté internationale s'entend pour brider leurs appétits en réglementant les marchés, il n'en reste pas moins que les promoteurs du chaos constructeur auront partie gagnée en créant les conditions de nouveaux embrasements.

Car le « pire », souvent évoqué en France par des hommes d'influence tels Bernard Kouchner et Jacques Attali, est ce qu'il y a de moins improbable lorsque les gouvernements, le dos au mur, se voient réduits à la fuite en avant. Au Koweït en 1991, en Irak en 2003 parmi les buts de guerre à peine voilés se trouvaient en bonne place la relance du moteur économique par les chantiers prévus de reconstruction... Ceci pour ne pas mentionner d'autres intérêts plus évidents et plus immédiats tels les énergies fossiles, les ventes d'armes et tous les marchés qui en sont dérivés.

Quels que soient les accords sur l'enrichissement d'uranium à usage médical passés entre la Turquie et l'Iran, quels que soient les contrariétés diplomatiques que ces rapprochements entre alliés et ennemis des États-unis procurent au Département d'État, il suffit de relire le fabuliste Jean de La Fontaine pour savoir que la rhétorique du loup l'emporte toujours sur celle de l'agneau ! Attendons-nous, dans le contexte actuel

d'extrême fragilité de l'économie mondiale, à une sortie de crise par la douloureuse porte du chaos constructeur.

Jean-Michel Vernochet

Ancien journaliste au *Figaro Magazine* et professeur à l'École supérieure de journalisme (ESJ-Paris). Dernier ouvrage paru : *Europe, chronique d'une mort annoncée* (Éditions de l'Infini, 2009)

[1] Jeu de mot des financiers anglo-saxons : l'acronyme de Portugal-Italy-Ireland-Greece-Spain (Portugal-Italie-Irlande-Grèce-Espagne), PIIGS se prononce comme « pigs » (les cochons).